

Chronologie

Vingt-cinq ans de conflits : 1974-2006, une chronologie de l'(ex)-Yougoslavie

mercredi 12 juillet 2006, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : juillet 2006).

Cette chronologie a été conçue en annexe à un article écrit pour les revues *Viento Sur* et *Inprecor* que nous reproduirons par ailleurs sur le site d'ESSF.

1974. Nouvelle constitution : confédéralisation de la Yougoslavie. Le Kosovo, province autonome de Serbie, est représenté dans les instances fédérales avec un droit de veto contre toute décision serbe.

1980. Mort de Tito remplacé à la tête de l'Etat par une présidence collégiale.

1981. Des dizaines de milliers d'Albanais du Kosovo réclament le statut de République. Sanglante répression.

1986. Pétition des Serbes du Kosovo. Le projet de *Memorandum* de l'académie des sciences serbe est rendu public.

1987. Milosevic écarte ses opposants et consolide sa position de dirigeant à la tête de la Ligue des communistes de Serbie.

1988. « Révolutions anti-bureaucratiques » en Voïvodine et au Monténégro, favorables à Milosevic. Meetings de masse en Serbie contre le " *génocide des Serbes au Kosovo* ". Destitution des dirigeants communistes albanais.

1989. Amendements constitutionnels, acceptés par la Fédération, supprimant le droit de veto du Kosovo dans le cadre d'une autonomie subordonnée à Belgrade. Manifestations albanaises. Envoi de troupes de la police fédérale. Grève de la faim des mineurs de Trepca. Répression sanglante et ratification par l'assemblée kosovare des amendements constitutionnels serbes. Célébration du 600^e anniversaire de la bataille de Kosovo Polje. Etat d'urgence au Kosovo.

Slobodan Milosevic est élu président de la république de Serbie par le parlement serbe.

Lois de transformation de la propriété et thérapie de choc libérale introduite au plan fédéral par Ante Markovic.

1990. XIV^e et dernier congrès de la LCY, départ des délégués croates et slovènes. Premières élections libres dans les républiques. Franjo Tudjman est élu président de la Croatie. Slobodan Milosevic est élu président de Serbie. Alija Izetbegovic est nommé président de la BH dans le cadre du partage des mandats entre partis nationalistes ayant promis de régner ensemble. Adoption d'une nouvelle constitution serbe réaffirmation la souveraineté de Belgrade sur les provinces. Adoption d'une constitution en Croatie supprimant le statut de « peuple » pour les Serbes. Le Parlement du

Kosovo dissous par décret de Belgrade se réunit et proclame la République du Kosovo dans le cadre de la fédération yougoslave. Licenciements massifs des Albanais. Organisation d'une société albanaise parallèle. Référendum d'indépendance slovène (93% de votants ; 89% de « oui »).

1991. Crise de la présidence collégiale yougoslave. Plébiscite des Serbes de Croatie pour leur maintien en Yougoslavie. Incidents armés dans les zones de peuplement serbes. Référendum d'indépendance boycotté par les Serbes (84% de votants, 92% de « oui»). Déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie (25 juin). Référendum des Albanais du Kosovo en faveur de l'indépendance (30 septembre). Référendum d'indépendance en Macédoine boycotté par les Albanais (79% de votants, 90% de « oui »). Prise de Vukovar (Croatie) après 86 jours de sièges par l'armée fédérale et les milices serbes. août-décembre). Autoproclamation d'une République serbe de Krajina.

La Communauté européenne définit des critères pour les demandes de reconnaissance que doivent lui adresser avant le 23 décembre les républiques qui veulent quitter la Yougoslavie. Le 23 décembre, l'Allemagne annonce sa reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie.

Rencontre de S. Milosevic et de F. Tudjman. Discussions sur le partage ethnique de la BH.

1992. La CEE reconnaît la Slovénie et la Croatie et demande à la BH d'organiser un référendum d'indépendance. Proclamation de la « république fédérale yougoslave » (Serbie-Monténégro) sur la base d'une nouvelle constitution.

Référendum d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine boycotté par les Serbes (64% de votants ; 99% de « oui »). Manifestation pacifiste devant le parlement bosniaque. Débuts d'affrontements. Autoproclamation de la « république serbe de BH ». L'armée populaire yougoslave (JNA) se retire officiellement de la BH mais laisse le gros des infrastructures et armes aux milices bosno-serbes. Bien que la Croatie soutienne officiellement l'indépendance de la BH, le HDZ (parti de Tudjman) est purgé de ses éléments pro-« bosniaques » et l'*Herceg-Bosna* commence à se mettre en place avec drapeau et monnaie croate.

Le Conseil de sécurité de l'ONU impose un triple embargo (commercial, pétrolier et aérien) à la Serbie et au Monténégro. La Croatie, la Slovénie et la Bosnie sont admises aux Nations Unies qui rejettent la demande de la nouvelle République Fédérale de Yougoslavie (RFY) d'y siéger.

1993. Le Conseil de sécurité décide la création d'un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY).

Guerre entre Croates et Musulmans. Rencontre Milosevic-Tudjman en juin qui proposent le partage de la BH en trois entités ethniques. Plan Owen-Stoltenberg. Autoproclamation de la « république d'Herzeg-Bosna » avec Mostar pour capitale. Les quartiers musulmans de la ville sont rasés par les milices croates soutenues par l'armée de Zagreb. Approbation conditionnelle du plan par Sarajevo et accord serbo-musulmans. Soulèvement et affrontements entre l'armée de Sarajevo et la « province autonome de Bosnie occidentale » fidèle à Fikret Abdic.

1994. Changement de personnel au sein des forces croates. Bombardements de l'OTAN contre des cibles serbes. Pression des Etats-Unis pour l'arrêt de la guerre entre forces croates et musulmanes. Mise en place de la Fédération croato-musulmane sous pression des Etats-Unis.

Été 1995. Offensives de l'armée croate en Slavonie occidentale. Offensives serbes contre les « zones de sécurité » instaurées par l'ONU, dont Srebrenica (7000 morts). En août, l'armée croate reconquiert la Krajina et en expulse des centaines de milliers de Serbes.

21 novembre 1995. Réunis à Dayton (Ohio, Etats-Unis), MM. Milosevic, Franjo Tudjman et Alija Izetbegovic signent un accord qui implique la collaboration avec le TPIY, maintient la Bosnie-Herzégovine dans ses frontières et entérine le partage ethnique en deux entités : la Republika Srpska (RS) et la Fédération croato-musulmane. Levée des sanctions contre la Serbie et le Monténégro.

1996-1997. Lancement des actions de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) . Condamnation du « terrorisme » et du séparatisme par le secrétaire d'Etat adjoint américain John Kornblum et les ministres français et allemand des affaires étrangères.

1998. Affrontements au Kosovo, dans la Drenica, contre une base locale de l'UCK. Son dirigeant Adem Jashari et trente-six personnes de sa famille sont tués. Montée en puissance de l'UCK. Affrontements : 2 000 victimes et 250 000 réfugiés. Plan Holbrooke accepté par Belgrade : retour des réfugiés, autonomie provisoire du Kosovo pour trois ans avec déploiement de 2 000 vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Janvier-mars 1999. Massacre de Racak tuant une quarantaine d'Albanais (janvier). Conférences de Rambouillet et Paris. Echec de la première phase (6-20 février) : la délégation albanaise refuse l'autonomie et les Serbes écartent la présence de l'OTAN. Le dirigeant de l'UCK Ashim Thaci est reçu aux Etats-Unis. Au retour (15-19 mars), la délégation albanaise signe le projet ; une « annexe B militaire » est ajoutée imposant l'OTAN au sol. Le projet est rejeté par la partie serbe.

23 mars-9 juin 1999. Bombardements de l'OTAN. La résolution 1244 mettant fin à la guerre fait du Kosovo une " province de Yougoslavie " sous protectorat de l'ONU.

10 décembre 1999. Mort de Franjo Tudjman - président de la Croatie (réélu deux fois) tout au long de la décennie 1990 jusqu'à son décès ; son armée a intégré les milices d'extrême droite oustachi ; son ministre de la défense Gojko Susak est directement responsable des nettoyages ethniques commis notamment en Herzégovine contre les Serbes puis Musulmans bosniaques (avec construction de l'Herzeg-Bosna) et en Croatie contre les Serbes de Slavonie et de Krajina (1995). Soutenu par les Etats-Unis et l'Allemagne, il mourut sans avoir été inculpé par le TPIY.

5 octobre 2000. M. Milosevic reconnaît sa défaite aux élections de septembre. M. Vojislav Kostunica devient président de la Fédération yougoslave.

1^{er} avril 2001. Milosevic, inculpé par le ministère de l'Intérieur pour malversations, se rend à la justice serbe.

28 juin 2001. Transfèrement de M. Milosevic au TPIY à la Haye, sur décision du gouvernement serbe de Zoran, Djindjic, malgré un veto de la cour constitutionnelle.

- En septembre l'accusation portée contre lui est étendue à la Croatie (août 1991-juin 1992), et le 12 novembre 2001 Carla del Ponte dépose un 3^e acte d'accusation pour crimes commis en Bosnie entre 1991 et 1995. La Procureure demande le traitement des trois actes en un seul procès ce que le Juge Richard May refuse. Mais la Chambre d'appel accepte le 1^{er} février 2002 la demande d'un seul procès - demande soutenue par l'accusé, qui plaide non coupable et veut se défendre lui-même.

12 février 2002. Début du procès sur la base des procédures anglo-saxonnes. La première partie (accusation sur les trois dossiers) s'est achevée l'été 2004.

11 mars 2006. Slobodan Milosevic est retrouvé mort dans sa cellule - pendant la dernière phase du procès (sa défense). Selon le rapport d'autopsie (12 mars) il d'agit d'un décès par infarctus du myocarde. Le 17 mars, le TPIY exclut la thèse de l'empoisonnement dans un nouveau rapport

d'analyses toxicologiques.

3 juin 2006. Indépendance du Monténégro mettant fin à l'Etat de Serbie-Monténégro qui, sous pression de l'UE, avait maintenu en 2003 la fiction d'un Etat commun de ces deux républiques (sans monnaie commune !) supprimant déjà toute référence à une Yougoslavie. Entre 1991 (indépendances de la Slovénie, Croatie, Macédoine et Bosnie-Herzégovine) et 2003, avait subsisté une ultime République fédérale yougoslave - RFY - composée de la Serbie (avec ses deux provinces du Kosovo et de la Vojvodine) et du Monténégro, dont la nouvelle constitution avait supprimé toute référence au socialisme - sans consultation populaire. L'indépendance du Monténégro met fin au processus de séparation des républiques, pendant que s'ouvrent les négociations sur le futur statut du Kosovo.

[Le site du TPIY est : <http://www.un.org/icty/index-f.html>]